

Table ronde La liberté de conscience en Europe.

LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE EN ESPAGNE

Je vais essayer de répondre à trois questions :

- Comment la liberté de conscience a-t-elle évolué dans l'État espagnol ?
- Quelles lois et quels accords l'entravent actuellement ?
- Quels autres défis doit-elle relever en Espagne ?

En commençant par la première question, je voudrais insister sur l'importance du fait que la liberté de conscience implique qu'il ne doit y avoir aucune pression extérieure par l'autorité publique, mais l'évolution de la liberté de conscience en Espagne est marquée par une lutte constante avec l'État.

L'Espagne, en tant que pays confessionnel pendant des siècles, avait un confessionnalisme d'exclusion, puisque seule la religion catholique était autorisée, ce qui était contrôlé par des institutions d'État, comme le Tribunal de l'Inquisition, sous le contrôle direct de la monarchie, et qui a survécu jusqu'en 1834.

La liberté de conscience apparaît pour la première fois dans la Constitution de 1869, lorsque la reine Isabelle II est détrônée et s'exile. Mais cette situation de liberté est de courte durée, et la restauration de la dynastie des Bourbons, quelques années plus tard, entraîne l'approbation d'une nouvelle constitution confessionnelle.

Ces brèves avancées suivies de durs revers sont répétées de manière plus tragique au XXe siècle.

L'exil des Bourbons en 1931 et l'adoption de la constitution républicaine marquent une avancée en reconnaissant à nouveau la liberté de conscience, mais celle-ci prend fin avec la dictature du général Franco. L'Église catholique a soutenu le coup d'État de 1936 et a collaboré à la répression qui l'a suivie. En contrepartie, le catholicisme d'État a été instauré.

Le Concordat de 1953 a consolidé les privilèges de l'Église catholique dans le domaine de l'éducation, une limitation majeure à la création d'une conscience libre, puisque l'étude de la religion et de la morale catholiques était obligatoire dans toutes les écoles. Ce concordat comprenait des principes tels que « La religion catholique continue d'être la seule religion de la nation espagnole » et que « L'État reconnaît l'Église catholique comme une société parfaite ».

Après le Concile Vatican II, l'Église catholique semble avoir honte de ce concordat et favorise son renouvellement, qui devient effectif après la mort du dictateur.

En parallèle à la rédaction de la constitution de 1978, les Accords entre l'État espagnol et le Saint-siège est faite de façon opaque, ce qui semble expliquer pourquoi la Constitution ne se prononce pas sur la liberté de conscience. Ce n'est qu'en 2010 que la rédaction d'une loi sur la liberté de conscience a été proposée, mais le gouvernement Zapatero a rapidement enterré le projet par crainte de perdre des élections. Depuis 2020, le gouvernement actuel parle de réintroduire la loi sur la liberté de conscience, mais aucun progrès n'a été réalisé, alors que la société espagnole poursuit son évolution imparable vers la sécularisation.

Un record historique de non-croyants a été atteint en octobre 2021, avec près de 40% de la population espagnole, alors que seulement 17% se déclare catholique pratiquante.

Quelles lois et quels accords entravent actuellement la liberté de conscience en Espagne ?

Comme je l'ai dit, la Constitution de 1978 se contredit sur la question religieuse et l'article 16 garantit « la liberté idéologique, religieuse et de culte », mais il stipule également que « les pouvoirs publics (...) entretiennent les relations de coopération avec l'Église catholique et les autres confessions ». L'article 27 stipule que « les pouvoirs publics garantissent le droit des parents de faire assurer à leurs enfants l'éducation religieuse et morale conforme à leurs propres convictions », un texte ambigu.

Il est frappant de constater que les gouvernements espagnols successifs ont fait une interprétation toujours confessionnelle de ces articles, sans que l'on sache clairement dans quelle mesure cela est dû à leur propre conviction, à des pressions ou à des négociations avec le Vatican, ou même à la simple routine.

Mais le plus grand obstacle à la liberté de conscience dans notre pays est constitué par les accords de 1979, le renouvellement du concordat franquiste. Comme je l'ai mentionné précédemment, ces accords ont été négociés de manière opaque en parallèle avec la constitution.

En ce qui concerne la liberté de conscience, les Accords prévoient l'obligation pour l'État de proposer un enseignement religieux doctrinal dans les écoles publiques et que tout enseignement dans les écoles publiques doit respecter les valeurs de l'éthique chrétienne, alors qu'il s'agit de dogmes obsolètes pouvant entrer en conflit avec les droits de l'homme et les avancées scientifiques. Les enseignants de religion sont payés par l'État, mais les évêques sélectionnent personnellement ces enseignants, qui font partie, à toutes fins utiles, du corps enseignant des écoles.

Le contenu des matières de religion est de nature idéologique et décidé par la Conférence épiscopale espagnole.

Cette invasion doctrinale de l'enseignement est aggravée par les activités en dehors du cours de religion, contraires aux droits des mineurs et à la liberté de conscience (par exemple, des processions religieuses organisées dans certaines écoles maternelles à Pâques).

En ce qui concerne les autres défis à la liberté de conscience en Espagne, le premier est l'utilisation de symboles religieux sur les bâtiments publics.

Cela empêche la neutralité de l'État. Les espaces publics espagnols sont pleins de symboles catholiques, comme c'est le cas dans la plupart des cimetières municipaux et de certaines écoles, bâtiments administratifs et espaces publics gérés par le secteur privé (comme des hôpitaux ou locaux de services sociaux...).

Le retrait de ces symboles est une procédure judiciaire longue, coûteuse et infructueuse. La première affaire à avoir abouti est le retrait des symboles religieux dans l'école maternelle et primaire Macías Picavea à Valladolid, pour violation de la Constitution, en 2008. Mais le gouvernement de la région de Castilla y León a fait appel de la décision, faisant obstruction et rompant avec la neutralité des institutions.

De nombreuses autres plaintes ont été rejetées, comme la demande de retrait d'une image de la vierge d'une caserne de la gendarmerie à Cordoue ou du crucifix de la salle plénière du conseil municipal de Saragosse, avec un effet dissuasif sur d'autres initiatives en faveur de la neutralité de l'État.

Un autre défi est la pression des groupes sociaux qui utilisent l'espace public pour imposer leur idéologie privée à l'ensemble de la société, avec une conception déformée de la liberté.

Nous avons comme exemple la publicité de l'Association catholique des propagandistes sur les lignes de bus de Madrid, avec la phrase « prier devant une clinique d'avortement, c'est génial ! ». Un espace public est cédé pour inviter au harcèlement des femmes qui se rendent dans une clinique médicale conformément à la loi.

Le troisième défi consiste à faire la différence entre la liberté de conscience et l'objection de conscience. La première ne doivent pas être utilisées pour justifier la deuxième, car les croyances privées n'ont pas de privilèges ou de priorité sur le bien et le devoir général.

La loi sur l'avortement inclut l'objection de conscience du personnel de santé, mais « sans que l'accès et la qualité des soins soient remis en cause ». La réalité est qu'il existe des hôpitaux publics et jusqu'à cinq régions - Madrid, Extremadura, Castilla-La Mancha, Murcia et Aragon - où aucune interruption de grossesse n'est pratiquée dans les hôpitaux publics, ce qui ne respecte pas la prestation de ce service dans des conditions d'égalité. Tout indique que la loi sur l'euthanasie sera confrontée aux mêmes problèmes.

Pablo Toral – Europa Laica (31.01.2022)

FREEDOM OF CONSCIENCE IN SPAIN

I will try to answer three questions:

- How has freedom of conscience evolved in the Spanish state?
- What laws and agreements currently hinder it?
- What other challenges does it face in Spain?

Starting with the first question, I would like to stress the importance of the fact that freedom of conscience implies that there should be no external pressure by public authority, but the evolution of freedom of conscience in Spain is marked by a constant struggle with the State.

Spain, as a confessional country for centuries, had an exclusionary confessionalism, as only the Catholic religion was allowed, which was controlled by state institutions, such as the Tribunal of the Inquisition, under the direct control of the monarchy, and which survived until 1834.

Freedom of conscience first appeared in the Constitution of 1869, when Queen Isabella II was dethroned and went into exile. But this freedom was short-lived, and the restoration of the Bourbon dynasty a few years later led to the approval of a new confessional constitution.

These brief advances followed by severe setbacks are repeated more tragically in the 20th century.

The exile of the Bourbons in 1931 and the adoption of the republican constitution marked a step forward in recognising freedom of conscience again, but this ended with the dictatorship of General

Franco. The Catholic Church supported the 1936 coup and collaborated in the repression that followed. In return, state Catholicism was established.

The 1953 Concordat consolidated the privileges of the Catholic Church in the field of education, a major limitation to the creation of a free conscience, since the study of Catholic religion and morals was mandatory in all schools. This concordat included principles such as "The Catholic religion continues to be the only religion of the Spanish nation" and that "The State recognises the Catholic Church as a perfect society".

After the Second Vatican Council, the Catholic Church seems to be ashamed of this concordat and favours its renewal, which becomes effective after the death of the dictator.

In parallel to the drafting of the 1978 Constitution, the Agreements between the Spanish State and the Holy See were made in an opaque manner, which seems to explain why the Constitution does not pronounce on freedom of conscience. It was only in 2010 that the drafting of a law on freedom of conscience was proposed, but the Zapatero government quickly buried the project for fear of losing elections. Since 2020, the current government has been talking about reintroducing the law on freedom of conscience, but no progress has been made as Spanish society continues its unstoppable move towards secularisation.

An all-time high of non-believers was reached in October 2021, with almost 40% of the Spanish population, while only 17% declared themselves practising Catholics.

What laws and agreements currently hinder freedom of conscience in Spain?

As I said, the 1978 Constitution contradicts itself on the religious issue and Article 16 guarantees "ideological, religious and religious freedom", but it also states that "the public authorities (...) maintain cooperative relations with the Catholic Church and other confessions". Article 27 states that "the public authorities shall guarantee the right of parents to have their children receive a religious and moral education in accordance with their own convictions", an ambiguous text.

It is striking that successive Spanish governments have consistently interpreted these articles in a confessional manner, without it being clear to what extent this is due to their own conviction, pressure or negotiations with the Vatican, or even simple routine.

But the greatest obstacle to freedom of conscience in our country is the 1979 agreements, the renewal of the Franco concordat. As I mentioned earlier, these agreements were negotiated in an opaque way in parallel with the constitution.

With regard to freedom of conscience, the Agreements provide for the obligation of the State to offer doctrinal religious education in public schools and that all teaching in public schools must respect the values of the Christian ethic, although these are obsolete dogmas that may conflict with human rights and scientific advances. Religious teachers are paid by the state, but the bishops personally select these teachers, who are, for all intents and purposes, part of the teaching staff of the schools.

The content of religion subjects is ideological in nature and decided by the Spanish Bishops' Conference.

This doctrinal invasion of teaching is compounded by activities outside the religion class, which are contrary to the rights of minors and freedom of conscience (e.g. religious processions organised in some kindergartens at Easter).

As regards other challenges to freedom of conscience in Spain, the first is the use of religious symbols on public buildings.

This prevents the neutrality of the State. Spanish public spaces are full of Catholic symbols, as is the case in most municipal cemeteries and some schools, administrative buildings and public spaces managed by the private sector (such as hospitals or social services premises...).

The removal of these symbols is a long, costly and unsuccessful legal process. The first successful case was the removal of religious symbols from the Macías Picavea kindergarten and primary school in Valladolid, for violating the Constitution, in 2008. But the government of the region of Castilla y León appealed the decision, obstructing and breaking with the neutrality of the institutions.

Many other complaints were rejected, such as the request to remove an image of the Virgin from a gendarmerie barracks in Córdoba or the crucifix from the plenary hall of the Zaragoza City Council, with a chilling effect on other initiatives in favour of the neutrality of the State.

Another challenge is the pressure of social groups that use the public space to impose their private ideology on the whole of society, with a distorted conception of freedom.

An example of this is the advertisement of the Catholic Association of Propagandists on the bus routes in Madrid, with the sentence "praying in front of an abortion clinic is great! A public space is ceded to invite the harassment of women who go to a medical clinic in accordance with the law.

The third challenge is to distinguish between freedom of conscience and conscientious objection. The former should not be used to justify the latter, as private beliefs have no privileges or priority over the general good and duty.

The law on abortion includes conscientious objection for health personnel, but "without jeopardising access and quality of care". The reality is that there are public hospitals and up to five regions - Madrid, Extremadura, Castilla-La Mancha, Murcia and Aragon - where no abortions are performed in public hospitals, which does not respect the provision of this service under equal conditions. All indications are that the law on euthanasia will face the same problems.

Pablo Toral - Europa Laica (31.01.2022)